

Brochure n° 3032

Conventions collectives régionales

BÂTIMENT

IDCC : 1740. – **Ouvriers**

IDCC : 1843. – **Ingénieurs, assimilés et cadres**
(Région parisienne)

AVENANT N° 30 DU 2 DÉCEMBRE 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2014

NOR : ASET1450161M
IDCC : 1740

Entre :

La FPSCOPB ;

La FFB RP Yvelines, Essonne, Val-d'Oise ;

La FFB RP Ile-de-France,

D'une part, et

La CFTC BTP Ile-de-France ;

L'UR CB CFDT Ile-de-France ;

La FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 4.8 du titre I de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par l'article 1^{er} des clauses générales, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les revalorisations des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Ile-de-France (hors Seine-et-Marne).

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté, à compter du 1^{er} janvier 2014 :

Valeur du point : 7,80 €.

Partie fixe (PF) :

– 284 € pour le coefficient 150 ;

– 140 € pour le coefficient 170 ;

– 117 € pour le coefficient 185 ;

- 82 € pour le coefficient 210 ;
- 49 € pour le coefficient 230 ;
- 9 € pour le coefficient 250 ;
- 29 € pour le coefficient 270.

Ce qui fixe le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Base : 35 heures hebdomadaires.

(En euros.)

| CATÉGORIE professionnelle | COEFFICIENT | SALAIRE MENSUEL MINIMAL |
|---|-------------|-------------------------|
| Niveau I Ouvriers d'exécution : | | |
| – position 1 | 150 | 1 454 |
| – position 2 | 170 | 1 466 |
| Niveau II Ouvriers professionnels | 185 | 1 560 |
| Niveau III Compagnons professionnels : | | |
| – position 1 | 210 | 1 720 |
| – position 2 | 230 | 1 843 |
| Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe : | | |
| – position 1 | 250 | 1 959 |
| – position 2 | 270 | 2 135 |

Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Paris, le 2 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)